

«La France, par certains aspects essentiels, n'a pas l'air en bien meilleur état que la périphérie de la zone.» L'économiste US **Nouriel Roubini** a estimé vendredi que les finances publiques de la France n'étaient pas «en bien meilleur état» que celles de pays surendettés de la zone euro comme la Grèce ou l'Irlande.



© Bloomberg

ÉVÉNEMENT

Klaus Regling «Je comprends les réticences de Dublin»

INTERVIEW
par Jean-Paul Bombaerts

Klaus Regling est le directeur général du Fonds européen de stabilisation financière (FESF), qui a pour objectif de soutenir tout pays de la zone euro qui connaît des problèmes avec sa dette souveraine. Créé dans l'urgence dans le cadre de la crise grecque, le fonds est doté de 440 milliards d'euros de garanties apportées par les Etats membres de la zone euro. A ce montant s'ajoutent 60 milliards d'euros dégagés par les Vingt-Sept au titre du Mécanisme européen de stabilisation financière, ainsi que 250 milliards garantis par le Fonds monétaire international (FMI). Ensemble, cela fait 750 milliards pour sauver l'euro. Klaus Regling commente la crise irlandaise.

précise de la situation?

► Cela devrait prendre environ 15 jours, peut-être un peu moins. Il faut dresser un état des lieux, voir combien d'argent il faudra injecter et, enfin, examiner les possibilités d'ajustements structurels. Dès lors que le feu vert sera donné par l'Eurogroupe, il nous faudra entre 5 et 8 jours pour lever les fonds. Les premiers versements devraient ensuite intervenir rapidement.

Le fait que la Belgique n'ait pas encore formellement confirmé son engagement dans le FESF, est-ce grave?

► Techniquement et juridiquement, ce n'est pas très grave. Elle dispose encore de quelques semaines pour se mettre en ordre. Mais politiquement, ce serait bien qu'elle confirme son engagement formel. D'autant qu'elle assume la présidence tournante ainsi que la présidence permanente du conseil.

Un prêt supplémentaire accordé par le gouvernement britannique peut-il se justifier?

► Ce n'est pas une obligation pour Londres, mais ce serait néanmoins un geste bienvenu. Le but est de mobiliser le plus de

raissait comme notre premier client potentiel aux yeux des marchés. Or le gouvernement espagnol est parvenu à réduire la vulnérabilité de son économie, ce qui lui a rendu une certaine crédibilité. Les marchés, de leur côté, veulent d'abord faire de l'argent. C'est normal. Mais on peut faire de l'argent pas seulement en attaquant une cible mais aussi en misant sur le rétablissement d'un pays.

La présentation mondiale du FESF auprès des investisseurs a-t-elle été fructueuse?

► Nous avons vu environ 150 investisseurs potentiels. L'intérêt était bien présent. Ces gens veulent d'abord savoir de quoi il s'agit et comment le dispositif fonctionne.

Les investisseurs d'Asie asiatiques sont-ils plus positifs que les autres?

► Oui. Ils sont revenus plus rapidement que leurs collègues nord-américains. Ils ont saisi plus rapidement le fait que la zone euro n'est pas destinée à disparaître.

Faut-il impliquer les opérateurs privés à partir de 2013,



© E. Timmermans

«Ce serait bien que la Belgique confirme son engagement formel auprès du FESF.»

par le secteur bancaire, est sous contrôle. La dette de l'Irlande est financée jusque-là mi-2011 au moins, là où la Grèce devait faire face à des échéances de refinancement immédiates. D'autre part, Dublin a pris ces deux dernières années des mesures courageuses au niveau de sa politique économique. Le secteur bancaire, en revanche, c'est autre chose. D'abord en raison de son poids énorme par rapport à l'économie du pays, soit environ 300 % du PIB. D'autre part, l'immobilier irlandais est toujours très mal en point, pas tant le marché des maisons particulières que celui de l'immobilier commercial.

Comment convaincre les Irlandais de se laisser aider?

► Je comprends parfaitement les réticences irlandaises. Ce n'est pas une décision facile à prendre. Le système a été conçu à dessein comme peu attractif, car il faut éviter qu'il soit trop facile ou trop bon marché de faire appel au FESF. C'est pour cela que les conditions sont si sévères. N'oublions pas que pour les pays assistés, une bonne partie de leur politique économique sera décidée et gérée à partir de Bruxelles et de Washington. C'est une démarche qu'on ne fait pas à la légère.

Combien de temps faudra-t-il aux experts pour avoir une vue

des experts du FMI, de l'UE et de la BCE à Dublin, où les négociations sur un plan de secours devraient déboucher sur un accord en début de semaine prochaine, ou, au plus tard d'ici deux semaines, dit-on. L'aide pourrait aller de 40 à 100 milliards d'euros.

FISCALITÉ TROP FAVORABLE SUR LES ENTREPRISES

Dans le même temps, l'Allemagne et la France ont fait pression pour que l'Irlande mette fin à son régime très favorable d'imposition sur les entreprises, à 12,5 %.

Alors que les appels à la démission du Premier ministre Brian Cowen se multiplient, les Irlandais se préparent donc plus que jamais à vivre des temps difficiles. (Lire également notre reportage dans notre supplément Weekend)

L'Irlande prête à tendre la main

La crainte d'un mouvement de «panique bancaire» plane à Dublin. Et sans une aide extérieure, des banques pourraient se retrouver en danger.

RÉCIT
Johann Harscoët, à Dublin

Sept heures. C'est le retard avec lequel le rapport intermédiaire d'Allied Irish Banks (AIB), très attendu, a finalement été rendu public hier, en début d'après-midi. Avec la confirmation que les entreprises et les particuliers continuent de retirer des fonds importants: 13 milliards d'euros depuis le début de l'année pour AIB, soit une baisse de 17 %.

DÉPÔTS EN CHUTE

Au premier semestre, les dépôts de particuliers avaient baissé de 5 milliards d'euros dans la totalité des banques irlandaises, pour s'établir à 23,1 milliards d'euros.

Le spectre d'un mouvement de panique dans le chef des entreprises, et, surtout, des particuliers, est bien présent. Interrogé par *L'Echo*, l'économiste britannique Philippe Legrain estime que «les banques irlandaises font face à un mouvement de retraits lent et progressif, ce qui explique la nécessité d'emprunter toujours plus à la BCE. Sans l'aide de la BCE, les banques irlandaises vont

s'effondrer, et depuis que le gouvernement s'est engagé de façon imprudente à garantir leurs dettes, la question de la solvabilité de l'Etat est clairement posée.»

Tout au long de la semaine, les autorités ont diffusé des messages de calme à l'adresse du peuple irlandais, lui rappelant notamment que, quoi qu'il arrive, avec ou sans aide extérieure, les dépôts inférieurs à 100.000 euros dans six banques irlandaises (AIB, Anglo Irish Bank, Bank of Ireland/ICS, Irish Life, Permanent et Irish Nationwide) étaient garantis, tout comme ceux supérieurs à cette somme, selon un régime de garantie spécifique (Eligible Liabilities Guarantee).

Initialement établies en octobre 2008, ces garanties ont été régulièrement reconduites et courent jusqu'à juin 2011 sous la

législation irlandaise. En cas d'intervention extérieure, la situation restera la même puisque les citoyens de l'Union bénéficient des mêmes garanties.

Même si la possibilité de réactions de repli, plutôt que de véritable panique, n'est pas à exclure, une majorité d'analystes n'imaginent pas les Irlandais retirer tout d'un coup l'argent placé sur leur compte bancaire. «D'où que vienne l'aide, que ce soit du FMI ou du fonds de stabilité européen, la garantie sur les dépôts sera honorée, indique le conseiller financier John Lowe. Les gens ne doivent donc pas paniquer.» Il semble néanmoins que des hausses importantes de dépôts ont été enregistrées dans certaines banques étrangères bénéficiant d'une bonne notation.

La journée de jeudi a vu l'arrivée

Le spectre de la dette privée plane sur les banques belges

Quel est le degré d'exposition de nos banques à l'Irlande et à ses banques? Éléments de réponse.

► «Le montant de l'exposition des banques belges à la dette souveraine irlandaise est assez limité. Le véritable sujet, c'est en fait l'exposition à la dette privée irlandaise. KBC est le plus

concerné, avec 13 milliards d'euros d'exposition à l'immobilier résidentiel dans ce pays, une exposition de 2,4 milliards à l'égard des PME et grandes entreprises, et le reste auprès des constructeurs (professionnels de l'immobilier)», explique Alex Koagné, analyste chez Natixis à Paris. «Si l'Irlande adopte des mesures d'austérité, il faudra anticiper une hausse des pertes et des défaillances», précise-t-il. Lors de la publication de ses résultats pour le troisième trimestre, le 10 novembre, le bancassureur flamand KBC a fait état d'une exposition totale de 500 millions d'euros aux «gouvernements bonds irlandais».

► De son côté, la banque franco-belge Dexia renvoie, quant à elle, à la publication des «stress tests» de juillet, quand elle avait fait état d'une exposition globale de 147 millions d'euros à la dette souveraine irlandaise, selon les

chiffres compilés à fin mars de cette année. «Ces chiffres ne prennent pas en compte les activités d'assurance du groupe», précise une porte-parole du groupe. La banque n'a pas donné de chiffres plus récents lors de la publication de ses résultats trimestriels.

► Même chose en ce qui concerne BNP Paribas Fortis, l'ex-Fortis Banque dont les résultats sont désormais consolidés au sein des comptes de sa maison-mère française. «L'exposition du groupe BNP Paribas à la dette souveraine irlandaise représente moins de 0,005 % des engagements du groupe», souligne une porte-parole de BNP Paribas Fortis à Bruxelles. Selon les chiffres publiés par la banque de France dans le cadre des tests de résistance européens, l'exposition nette de la banque française au risque souverain irlandais se monte à 571 millions d'euros au total. **K.T**

de Cercle Wallonie
Rappel aux membres
ALEXANDER DE CROO
Président de l'Open-VLD
«Vers une nouvelle génération politique»
Présenté par Gilles Forêt, Conseiller communal à la Ville de Liège
Inscriptions 081 73 40 80
info@cerclewallonie.be www.cerclwallonie.be



© Reuters